

CANADA : FICHE PAYS – MAI 2026



Catégorie OCDE (2026) : Non classé
 Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : AAA / Aaa / AA+
 Change : Dollar Canadien (CAD) / Régime de change : flottant
 Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050

FORCES

- Haut niveau de développement technologique
- Bonne gouvernance, cadre réglementaire fiable
- Ressources naturelles abondantes
- Endettement public net faible
- Secteur bancaire solide

FAIBLESSES

- Dépendance à l'économie américaine en particulier sur le plan commercial
- Niveau élevé d'endettement des ménages
- Faible productivité des entreprises
- Vieillesse de la population

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : En 2026, la croissance canadienne devrait ralentir, prévue autour de +1,5 % (après +1,7% en 2025), notamment sous l'effet de l'incertitude liée à la politique commerciale américaine et aux incertitudes entourant la révision de l'accord de libre-échange Canada–États-Unis–Mexique (USMCA). La hausse du prix du pétrole résultant du conflit au Moyen-Orient favorise certes le secteur énergétique et les recettes d'exportation mais alimente les pressions inflationnistes, ce qui affecterait le pouvoir d'achat des ménages. L'activité serait pour beaucoup soutenue par l'investissement public.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : Le budget fédéral s'inscrit dans une orientation expansionniste, avec un vaste programme d'investissement public destiné à soutenir l'activité et la résilience économique. Cette stratégie devrait se traduire par une hausse temporaire du déficit public, attendu à -2,7 % du PIB en 2026 (après -1,8 % en 2025), avant une amélioration progressive de la trajectoire budgétaire à moyen terme, notamment grâce à des mesures de maîtrise des dépenses courantes. La dette publique brute est estimée à plus de 110% du PIB en 2025 mais est largement compensée par la détention d'importants actifs financiers. La dette bénéficie par ailleurs de conditions de financement très favorables, avec un coût d'emprunt nettement inférieur à celui des États-Unis et parmi les plus bas au sein du G7.
- **Vulnérabilité extérieure** : Le déficit courant s'est creusé à -0,9 % du PIB (après -0,5 % du PIB en 2024), tiré par l'élargissement du déficit du commerce des biens (hausse des importations en particulier). Le déficit devrait un peu se réduire en 2026, favorisé par la hausse du prix du pétrole (1^{er} produit d'exportation). Les incertitudes entourant la révision de l'USMCA demeurent une source de vulnérabilité, bien qu'un retrait de l'accord semble peu probable. Une recrudescence des tensions commerciales pourrait par ailleurs entraîner un relèvement des primes de risque, affectant potentiellement le dollar canadien, dont la trajectoire restera aussi conditionnée par l'écart de taux avec les États-Unis.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le secteur bancaire canadien demeure solide. En 2025, les créances douteuses ont légèrement augmenté mais la rentabilité s'est améliorée. La forte capitalisation des grandes banques systémiques continue de renforcer la stabilité du système financier.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : Le premier ministre Mark Carney, chef du Parti libéral, dispose désormais de la majorité parlementaire pour faire adopter ses projets de loi sans avoir besoin d'appuis dans l'opposition. La stratégie du gouvernement vise à réduire la dépendance vis-à-vis des États-Unis, en combinant stimulus budgétaire, suppression des barrières internes au commerce et diversification des partenariats internationaux.
- **Climat des affaires** : Le pays dispose d'une bonne gouvernance, d'un cadre réglementaire et juridique favorable au climat des affaires.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : Le Canada s'appuie sur une combinaison de tarification du carbone, de réglementations ciblées et de soutien à l'investissement vert pour atteindre ses objectifs climatiques. Bien qu'il figure parmi les principaux producteurs mondiaux de pétrole, les énergies fossiles ne comptent que pour environ 20 % de la production d'électricité, tandis que le charbon, déjà marginal, est appelé à disparaître complètement d'ici 2030.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2021-2025 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2021-2025 (% du total)			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Combustibles	25,8%	Voitures automobiles	15,3%	Etats-Unis d'Amérique	75,8%	Etats-Unis d'Amérique	48,6%
Voitures automobiles	9,7%	Machines, appareils mécan.	14,8%	Chine	4,1%	Chine	12,4%
Machines et appareils mécan.	7,0%	Machines, appareils élect.	9,4%	Royaume-Uni	3,3%	Mexique	6,0%
Or, argent	5,6%	Combustibles	6,6%	Japon	2,1%	Allemagne	3,1%
Produits non définis ailleurs	4,0%	Or	3,7%	France (10ème)	0,6%	France (11ème)	1,2%

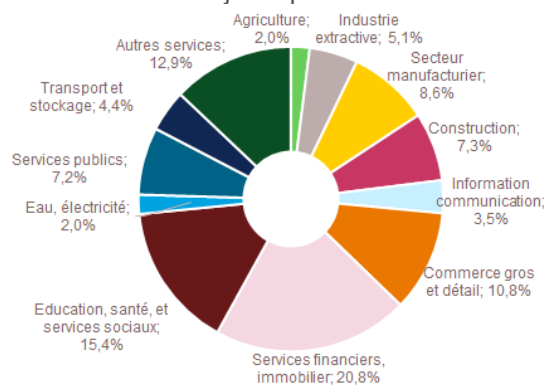
Source: Cnucead

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

CANADA	2022	2023	2024	2025 (e)	2026 (p)	2027 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	2 201	2 197	2 270	2 320	2 507	2 640
<i>Rang PIB mondial</i>	9	10	9	9	8	9
Population (Mns)*	38,9	39,9	41,1	41,6	41,6	41,6
<i>Rang Population mondiale</i>	38	38	37	37	37	38
PIB / habitant (USD)*	56 609	55 003	55 209	55 764	60 304	63 468
Croissance PIB (%)	4,7	2,0	2,0	1,7	1,5	1,9
Inflation (moyenne annuelle, %)	6,8	3,9	2,4	2,1	2,5	2,1
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	40,6	44,7	42,3	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	103,5	105,1	110,0	110,6	110,9	108,0
Solde public (% PIB)	0,6	-0,2	-2,1	-1,8	-2,7	-2,5
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	5,8	7,4	8,4	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-0,5%	-0,7%	-0,5%	-0,9%	-0,2%	-0,3%
IDE (% du PIB)**	-1,7%	-2,2%	-1,2%	-0,6%	-0,6%	-0,5%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	1,6	1,8	2,0	2,0	2,0	1,9
Dette extérieure totale (% PIB)**	130,3%	138,0%	146,4%	150,7%	151,5%	151,1%
Dette extérieure CT (% PIB)*	33,6%	35,8%	37,5%	56,2%	NA	NA
Taux de change Vs USD***	1,30	1,35	1,37	1,40	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	17,4	17,1	16,8	NA	NA	NA
Taux de NPL	0,3	0,5	0,6	0,7	NA	NA
ROE	18,2	12,1	12,7	16,6	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	11	12	14	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	8	8	8	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	5	6	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	31	29	43	42	51	NA

Légendes : (p) prévisions. Sources: FMI (avril 2026); *Banque Mondiale; **Oxford Economics; ***T. Reuters; a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative,

Canada : Part de la valeur ajouté par secteur dans le PIB (% , 2025)



Source : Statcan

1. SITUATION ECONOMIQUE

- **L'activité reste dynamique, mais ralentit sous fond de tensions commerciales**

En 2025, la croissance de l'économie canadienne a atteint +1,7 % (après +2% en 2024). Dans le contexte de fortes tensions commerciales avec les États-Unis, le ralentissement a été moins marqué qu'initialement attendu.

En 2026, la croissance est de nouveau attendue en ralentissement (+1,5% selon le FMI, +1,2 % selon l'OCDE et la Banque du Canada). Les droits de douane américains et l'incertitude quant à leur évolution, ainsi que celle autour de la renégociation de l'accord de libre-échange nord-américain (UMSCA) continueront de peser sur l'économie.

La guerre au Moyen-Orient et la hausse du pétrole qui en résulte a un effet ambivalent sur l'économie canadienne. Elle ravive les tensions inflationnistes (cf. Inflation et politique monétaire ci-dessous), ce qui devrait éroder le pouvoir d'achat des ménages, freinant ainsi la consommation privée, d'autant plus que le chômage reste relativement élevé (6,7 % en mars 2026 contre 6,8 % en moyenne en 2025). Mais dans l'autre sens, la hausse du prix de l'énergie est bénéfique aux recettes d'exportation, le Canada étant un exportateur net d'énergie, et soutient les producteurs d'énergie, qui pourraient accroître leurs investissements et embauches. La contribution des exportations à la croissance pourrait néanmoins rester négative, comme en 2025, dans un contexte d'ajustement progressif de la politique commerciale américaine (1^{er} client).

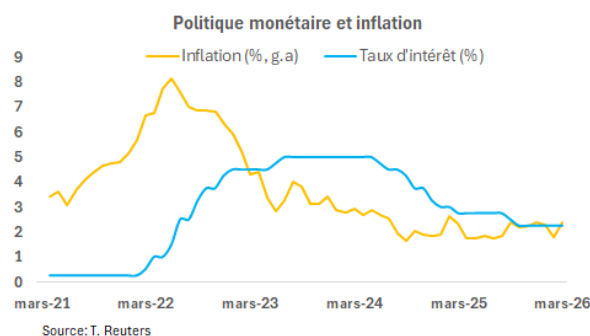
L'investissement public devrait par ailleurs soutenir l'activité, porté par les dépenses d'investissement prévues dans le budget fédéral (cf. Finances publiques).

- **Inflation et politique monétaire**

En 2025, l'inflation s'est établie en moyenne à +2,1 % sur l'ensemble de l'année (après +2,4 % en 2024), se rapprochant ainsi de la cible de 2 % fixée par la Banque du Canada. Les contre-mesures tarifaires vis-à-vis des États-Unis¹ ont eu un impact limité sur l'inflation, notamment en raison de l'absorption partielle des coûts par les entreprises, mais aussi d'une demande relativement atone. Dans ce contexte, et face à la montée du chômage², la banque centrale a procédé à une baisse de 25 points de base de son taux directeur en octobre 2025, désormais maintenu à 2,25 %.

Les marchés n'anticipent aucune évolution du taux directeur à court terme mais intègrent désormais la possibilité d'une hausse de 25 pdb d'ici la fin 2026, face aux pressions inflationnistes. En mars 2026, l'inflation annuelle est en effet remontée à 2,4 %, son plus haut niveau depuis décembre, sous l'effet de la forte hausse des prix de l'essence. La progression des prix alimentaires, légumes frais en particulier, a également contribué à l'accélération des prix.

¹ Pour mémoire, le gouvernement canadien avait instauré en mars 2025 des droits de douane de 25 % sur certains produits importés des États-Unis, pour un montant de 44,2 Md\$, qui n'étaient pas couverts par l'accord USMCA. Ces mesures de représailles ont été



- **Un secteur bancaire résilient**

Le secteur bancaire canadien demeure solide, malgré un environnement macroéconomique plus contraignant, marqué par l'imprévisibilité de la politique commerciale américaine qui a accru l'incertitude et la volatilité sur les marchés financiers.

En 2025, le taux de créances douteuses des banques canadiennes a augmenté légèrement mais est resté faible à 0,7 % (après 0,6% en 2024). La rentabilité moyenne du secteur bancaire est en revanche en nette progression, avec un rendement des fonds propres (ROE) atteignant 16,6 % en 2025 (12,7 % en 2024). Cette amélioration s'explique principalement par le maintien de taux d'intérêt élevés durant une partie de l'année, soutenant les marges, ainsi que par la hausse des revenus hors crédit, en lien avec la dynamique sur les marchés financiers.

À noter également que les six banques canadiennes d'importance systémique (RBC, TD, BMO, Scotiabank, CIBC et Banque Nationale) disposent d'une capitalisation solide, largement supérieure aux exigences prudentielles.

- **Défis à moyen-long terme**

Les perspectives économiques du Canada à moyen terme demeurent modérées, en raison de faiblesses structurelles persistantes, en particulier une productivité insuffisante. Selon le FMI, le déficit de productivité et de compétitivité constitue l'un des principaux défis de l'économie canadienne : la productivité du travail y serait inférieure d'environ 30 % à celle des États-Unis. Cet écart s'explique notamment par un manque de concurrence dans plusieurs secteurs, qui freine les gains d'efficacité, ainsi que par un affaiblissement du dynamisme entrepreneurial, se traduisant par un moindre renouvellement du tissu industriel. À ces contraintes s'ajoutent les barrières interprovinciales, qui fragmentent le marché intérieur et limitent la mobilité des biens, des services et de la main-d'œuvre.

L'endettement des ménages constituerait également une source de vulnérabilité supplémentaire dans un contexte de remontée des coûts de financement, même si la robustesse du système financier canadien continue de jouer un rôle d'amortisseur.

A noter par ailleurs que l'accroissement de l'offre de logements, dont le déficit structurel d'offre est estimé à environ 2,5 millions de logements d'ici 2035, demeure

levées en septembre, tandis que les droits de douane appliqués à l'acier, à l'aluminium et au secteur automobile demeurent en vigueur.

² Le taux de chômage avait atteint 7,1% en septembre 2025, soit son plus haut niveau depuis août 2021.



un enjeu majeur. L'absence de logements abordables, notamment dans les grandes métropoles du pays, limite la mobilité géographique de la main d'œuvre et freine l'expansion de secteurs dynamiques (technologie, services, santé en particulier).

2. FINANCES PUBLIQUES

• Vers une hausse du déficit public

Présenté en novembre 2025, le **budget fédéral canadien s'inscrit dans une orientation expansionniste**, visant à soutenir l'activité à renforcer la résilience économique du pays dans un contexte de relations incertaines avec les États-Unis. **Le budget s'articule autour d'une politique d'investissement public d'ampleur**, ciblant notamment les transports, l'énergie, le logement et la défense, pour un montant total de 280 Md CAD sur 5 cinq ans (environ 174Md€³, soit environ 8,5% du PIB de 2025). Ces investissements, largement mis en œuvre par le biais de mécanismes de soutien aux provinces et aux entreprises, ont vocation à mobiliser fortement l'investissement privé, avec un effet de levier attendu supérieur à 1.000 Md CAD. Les retombées économiques seraient ainsi significatives et pourraient soutenir la croissance potentielle.

Afin de limiter l'impact budgétaire de ces mesures, le gouvernement prévoit des efforts sur les dépenses courantes, avec notamment une rationalisation des dépenses de fonctionnement et une réduction des effectifs fédéraux (-10% d'ici 2028-29).

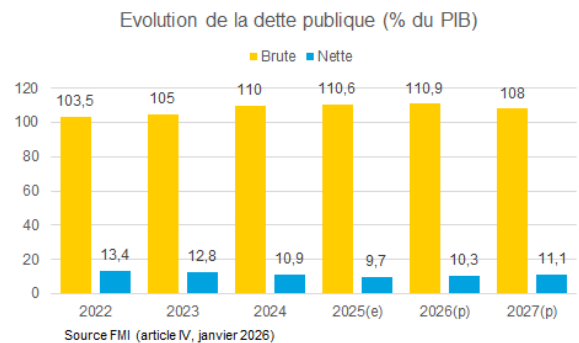
Une hausse sensible du déficit budgétaire est prévue à court terme, à -2,7 % du PIB en 2026 (après -1,8 % du PIB en 2025). À moyen terme, la trajectoire budgétaire devrait toutefois s'améliorer, avec un repli progressif du déficit vers environ 1,5% du PIB d'ici la fin de la décennie, selon les prévisions du FMI.

• Une dette brute élevée mais compensée par de solides actifs financiers

En 2025, le ratio de dette publique/PIB est prévu autour de 110,6%, soit une hausse de 7,1 points de pourcentage par rapport à 2022. Cette augmentation s'explique à la fois par les déficits budgétaires mais aussi par les achats d'obligations hypothécaires par le gouvernement⁴. A noter toutefois que **la dette nette du Canada demeure très faible**, estimée à 9,7% du PIB en 2025 (10,9% en 2024) grâce aux importants actifs financiers⁵ dont dispose le pays.

La dette brute devrait reprendre une trajectoire baissière à partir de 2027, selon les prévisions du

FMI. À noter également que le Canada bénéficie de conditions de financement particulièrement favorables, avec un coût d'emprunt nettement inférieur à celui des États-Unis⁶ et parmi les plus faibles au sein du G7.



3. POSITION EXTÉRIEURE

• Hausse du déficit courant

En 2025, le déficit courant du Canada s'est creusé, à -0,9 % du PIB (après -0,5 % du PIB en 2024). Cette évolution reflète principalement l'accroissement du déficit du commerce des biens, lié à la dynamique des importations. À l'inverse, les exportations de biens ont légèrement reculé, accentuant la dégradation de la balance commerciale sur la période.

Pour 2026, le déficit courant pourrait se réduire, prévu par le FMI à -0,2% du PIB, notamment grâce à la hausse du prix du pétrole.

• Recul des exportations vers les États-Unis et incertitudes autour de l'accord USMCA.

La part des exportations canadiennes vers les États-Unis (de très loin le 1^{er} partenaire commercial) a **reculé**, passant de 76 % en 2024 à 72 % en 2025. Pourtant, près de 90 % des exportations à destination des États-Unis continuent de bénéficier d'une exemption de droits de douane dans le cadre de l'accord de libre-échange USMCA⁷.

Les négociations autour de l'avenir de l'accord seront officiellement lancées le 25 mai prochain, en amont de la révision formelle prévue le 1^{er} juillet 2026, ce qui entretient un niveau élevé d'incertitude pour les acteurs économiques.

Le processus de révision ouvre trois scénarios possibles : (i) la **ratification**, dans lequel les trois pays s'entendraient pour prolonger l'accord de 16 années supplémentaires, garantissant une stabilité durable des relations commerciales nord-américaines ; (ii) la **non-ratification**, qui maintiendrait l'accord en

canadien cherche à favoriser l'accès à la propriété en facilitant l'accès des ménages à un financement hypothécaire abordable.

³ Au taux de change du 21/04/2026, soit 1.00 CAD = 0,622442 EUR
⁴ En février 2024, le gouvernement du Canada a lancé un programme d'achats de titres financiers adossés aux prêts immobiliers résidentiels, appelés Canada Mortgage Bonds (CMB) ou obligations hypothécaires du Canada (OHC). Concrètement, les banques regroupent des crédits immobiliers, les transforment en obligations garanties par l'État, puis les vendent à des investisseurs afin de récupérer des liquidités et continuer à accorder des prêts. Depuis 2024, le gouvernement intervient directement sur ce marché en achetant lui-même une partie de ces obligations, à hauteur d'environ 30 Md de CAD/an. L'objectif est de soutenir le crédit immobilier : en rachetant ces titres, l'État injecte des fonds dans le système bancaire, ce qui permet aux établissements de prêter davantage. Ce mécanisme vise ainsi à éviter un resserrement du crédit et à favoriser la construction de logements, dans un contexte de fortes tensions sur le marché immobilier. Le gouvernement

⁵ Ces actifs comprennent liquidités, dépôts, titres de dette, prêts et participations en actions. Environ 25 % des actifs sont hautement liquides et 30 % sont investis en actions et parts de fonds, dont plus de la moitié via les fonds de pension publics. A noter toutefois que depuis décembre 2022, Statistique Canada a introduit une modification méthodologique consistant à évaluer les actifs à leur valeur de marché plutôt qu'à leur valeur comptable, ce qui aurait entraîné une révision à la baisse de la dette nette sur la période 1990-2022.

⁶ A mi-avril 2026, le différentiel de rendement des obligations à 10 ans était d'environ 80-90 points de base par rapport aux États-Unis.

⁷ En revanche, les droits sectoriels toujours en vigueur sur l'acier, l'aluminium, l'automobile et les produits forestiers demeurent pénalisants pour les exportations canadiennes.



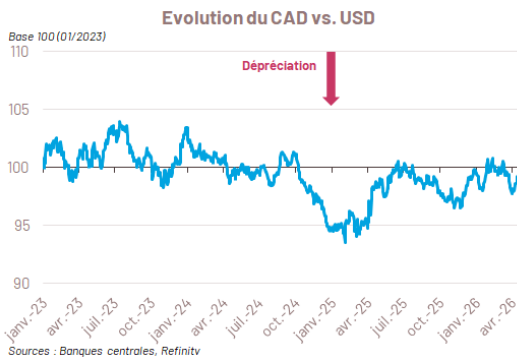
vigueur jusqu'à son échéance prévue en 2036, mais sous réserve d'examens annuels, introduisant une incertitude persistante ; (ii) enfin, **la résiliation de l'accord**, permettant à l'une des parties de s'en retirer unilatéralement avec un préavis de six mois.

La résiliation apparaît toutefois peu probable compte tenu des coûts politiques, économiques et juridiques élevés qu'elle impliquerait. Si ce scénario devait néanmoins se matérialiser, il constituerait un choc négatif majeur pour l'économie canadienne.

- **Vers un raffermissement du CAD face à l'USD ?**

Entre le T4 2024 et le T1 2025, le dollar canadien (CAD) a eu tendance à se déprécier face au dollar américain (USD), sous l'effet d'anticipations de baisses de taux plus rapides au Canada qu'aux États-Unis, dans un contexte de ralentissement plus marqué de l'activité économique canadienne. Cette dynamique a été renforcée par les incertitudes pesant sur les relations commerciales en amont de l'arrivée au pouvoir du gouvernement Trump et la modération du prix du pétrole. L'affaiblissement généralisé de l'USD a cependant permis une réappréciation du CAD dès le T2 2025, qui n'a pas retrouvé son niveau d'avant 2024.

En 2026, l'évolution du dollar canadien dépendra notamment du différentiel de taux d'intérêt entre le Canada et les États-Unis, ou encore de l'issue des négociations commerciales avec les États-Unis. Un regain de tensions commerciales pourrait entraîner une hausse des primes de risque, susceptible de peser sur la monnaie canadienne. Par ailleurs, si la hausse du prix du pétrole tend à soutenir le dollar canadien, l'impact pourrait être limité par les pressions inflationnistes qui pourraient freiner l'activité.



4. ASPECTS POLITIQUES

- **Le premier ministre Mark Carney consolide sa position**

Le premier ministre canadien Mark Carney, chef du Parti libéral, a obtenu la majorité parlementaire (soit 174 sièges sur 338) un an après son accession au pouvoir, consécutive à la démission de son prédécesseur, Justin Trudeau. Cette majorité, acquise à la mi-avril 2026, résulte à la fois du ralliement de cinq députés issus de l'opposition et des victoires du parti libéral lors d'élections partielles organisées dans trois

provinces. Le succès des libéraux⁸ devrait permettre au premier ministre de rester au pouvoir jusqu'en 2029 et de faire adopter ses projets de loi sans avoir besoin d'appuis dans l'opposition.

La stratégie de politique économique vise principalement à réduire la dépendance aux États-Unis, en combinant stimulus budgétaire, suppression des barrières internes au commerce et diversification des partenariats internationaux.

Sur le plan diplomatique, les négociations avec les États-Unis dans le cadre de la révision de l'accord UMSCA restent tendues. Dans ce contexte, le premier ministre canadien a renforcé la coordination avec le Mexique afin d'aligner les positions face à Washington, et cherche à diversifier ses partenariats, et notamment à tirer davantage parti de l'accord commercial UE-CETA.

Les relations avec la Chine demeurent limitées, contraintes par les enjeux de sécurité nationale, les questions de droits humains et les pressions exercées par les États-Unis. À l'inverse, **les liens avec l'Inde se sont renforcés,** comme en témoigne la signature de plusieurs [accords](#) sectoriels en mars 2026.

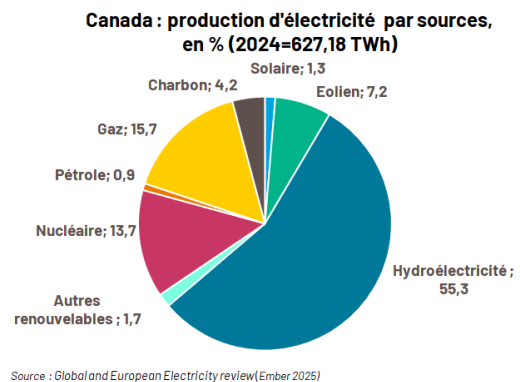
5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Canada est confronté à une hausse de la fréquence et de l'intensité des événements climatiques extrêmes, qui affectent directement la population et l'économie, notamment via l'impact sur les infrastructures et la hausse des coûts d'assurance.

En 2025, le pays a réaffirmé son engagement visant à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 et prévoit dans ce contexte de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 45 à 50 % par rapport aux niveaux de 2005.

Le Canada entend atteindre ses objectifs climatiques en s'appuyant sur plusieurs leviers complémentaires : tarification carbone, réglementations sectorielles ciblées, soutien à l'investissement « vert », mais aussi coopération renforcée entre les territoires et les peuples autochtones.

Bien que le pays soit le 4^e producteur mondial de pétrole, **les énergies fossiles occupent une place limitée dans le mix électrique** (environ 20 % de la production d'électricité). La part du charbon, déjà marginale (4,2 %), est appelée à disparaître progressivement, avec une sortie complète prévue d'ici 2030.



⁸ Le dernier premier ministre à avoir bénéficié d'une majorité parlementaire était Justin Trudeau, entre 2015 et 2019.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef Economiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque Pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN5</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.